

Luxembourg, le 12 octobre 2023

Adressé au(x) :

Formateur du gouvernement, Luc Frieden

Représentants des partis CSV et DP aux négociations de coalition

Haut-Commissariat à la Protection nationale, Luc Feller

Concerne: 7 priorités « Santé » pour le Programme Gouvernemental

Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord je tiens à vous féliciter pour vos résultats respectifs dans le cadre des élections législatives 2023.

En tant qu'expert dans le domaine de la santé au Luxembourg et à l'échelle européenne, j'ai eu l'honneur de piloter des projets d'envergure dans le domaine de la santé au Luxembourg tout comme à l'étranger. Au Luxembourg, et ensemble avec les représentants du Ministère de la Santé et du Ministère de la sécurité sociale et d'autres acteurs de la santé, ma société de consultance [Muller Healthcare Consulting GmbH](#) domiciliée à Zurich, a implémenté la [documentation](#) et classification des séjours hospitaliers, organisé le [Gesondheitsdësch](#), rédigé le Plan National Santé, et apporté un nombre d'expertises sur des sujets tels que le financement des hôpitaux, la digitalisation dans le secteur de la santé, l'amélioration de l'attractivité des professions de santé, le virage ambulatoire, la prévention ou encore l'hospitalisation à domicile.

Malgré de nombreuses idées, de nombreux concepts bien élaborés et une unanimité parmi une grande partie des acteurs du Gesondheitsdësch par rapport aux améliorations à porter à notre système de santé, la mise en œuvre de divers sujets peine depuis des années. Pour remédier à ceci, le Plan National Santé présente un grand éventail de projets dont la mise en œuvre est certes très ambitieuse et dont les priorités à établir dans le cadre du programme gouvernemental pourraient s'articuler comme suit :

1. **Mise en oeuvre conséquente du projet Health Information System Luxembourg** (système informatique unique pour le domaine hospitalier voire extrahospitalier). En effet, ce projet qui a été validé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 19 mai 2023 et dont l'étude de faisabilité avait été établie par mon équipe fait l'unanimité auprès des acteurs de la santé. Or, sa mise en œuvre reste un défi majeur et il faudra se doter d'un panel d'experts locaux et internationaux pour réussir son implémentation. Les aboutis de ce projet bénéficieront à la qualité des soins, aux professionnels de santé et à l'économie luxembourgeoise.
2. **Revoir la nomenclature des tarifs des médecins et envisager la mise en œuvre du système Suisse Tarmed** afin de rendre plus attrayant les professions médicales. Je ne suis pas convaincu que la modernisation de la nomenclature existante, telle qu'elle est pratiquée actuellement, soit une solution efficace. Les différences d'honoraires entre différentes disciplines médicales

sont énormes et défavorisent certains, notamment les pédiatres, les médecins généralistes et les psychiatres. La situation est bloquée, chaque discipline médicale refusant de renoncer à son acquis. La seule voie d'issue est l'adoption d'un cadre méthodologique clair et neutre. Nos amis helvétiques disposent d'un tel cadre avec la classification TARMED.

3. **Etablir un plan d'action pour garantir la disponibilité des professions de santé afin de remédier à une pénurie.** En effet les campagnes tels que Healthcareers.lu sont de bons débuts mais qui à elles seules ne pourront pas faire face au défi de la pénurie qui touche l'Europe entière. Nous avons établi un tel [plan pour la Suisse](#), un plan qui pourrait aisément être adapté et implémenté au Luxembourg. Dans ce contexte, une attention particulière est à porter à la refonte des attributions professionnelles des autres professions de santé mais également à celles des pharmaciens afin de décharger les médecins et de rendre ces professions plus attrayantes.
4. Revoir le financement des hôpitaux. Au niveau du financement des hôpitaux, la budgétisation actuelle n'incite guère aux gains d'efficacité. Nous avons proposé à vos prédécesseurs un **financement des hôpitaux sur base du case-mix** établi par la documentation hospitalière. Les hôpitaux seraient ainsi financés davantage sur base de résultats et non pas sur base de moyens.
5. **Renforcer la médecine extrahospitalière.** Il est indéniable, que la médecine doit aller davantage à l'encontre. Mon cabinet de consultance étant basé à Zurich, j'ai depuis longtemps l'habitude de me rendre dans des IRMs situés au sein d'une gare ou dans des cabinets multi-disciplinaires dotés de ressources spécialisés. C'est aussi un chemin pour le Luxembourg tout en veillant à ne pas glisser dans l'inefficacité liée à des ressources redondantes et démultipliées. A cet égard, ma société avait établi une vision un peu différente sur les antennes ambulatoires que celle en vigueur aujourd'hui. L'idée consistait à prévoir une planification des équipements tout en permettant aux cabinets médicaux d'accéder à leur exploitation via le biais d'un appel d'offre public.
6. En termes de prévention et de promotion de la santé, nous recommandons l'approche d'une **Agence Nationale de Promotion de la Santé et de Prévention**, responsable de la mise en œuvre d'une stratégie globale de promotion de la santé et de prévention des maladies, chargée de la coordination des mesures ainsi que l'allocation de fonds aux différents acteurs actifs dans le domaine de la promotion et de la prévention.
7. Finalement, il s'agira d'établir l'écosystème de santé comme un pilier économique supplémentaire de notre pays. Je salue fortement les initiatives déjà prises à cet égard, à l'image du Luxembourg National Data Service, élément crucial dans ce contexte. En ma qualité de président du Business Club Luxembourg-Suisse, j'organise d'ailleurs prochainement un [roadshow](#) avec le Ministère de l'Économie et le Luxembourg Institute of Health afin d'essayer d'attirer des entreprises Suisses du domaine du Healthtech au Luxembourg. Force est de constater que malgré ces efforts, le Luxembourg manque d'une **stratégie nationale claire sur le positionnement futur de son marché Healthtech**. Il s'agira donc de définir de manière précise les atouts du Luxembourg par rapport à d'autres pays européens, de mettre en place un cadre réglementaire adapté, de prévoir la mise en place d'un « notified body » ainsi que d'instaurer un système de remboursement des dispositifs médicaux digitaux.

De surcroît, il existe bien évidemment d'autres chantiers tels que la mise en place d'un guichet unique santé, l'hospitalisation à domicile, le paiement immédiat direct des médecins et autres professions de santé, le désengorgement des urgences, l'accès aux programmes de mammographies. Nous sommes

ravis d'avoir retrouvé ces éléments dans vos programmes électoraux et nous souhaitons souligner que les sept points évoqués ci-dessus seront les dossiers cruciaux pour le domaine de la santé lors de la nouvelle période législative. Nous encourageons aussi vivement de **réanimer le Gesundheitsdësch** afin que les acteurs puissent suivre et continuer à s'impliquer dans ces dossiers.

En tant qu'expert du secteur de la santé et citoyen luxembourgeois, je serais honoré de contribuer à l'élaboration du programme gouvernemental. Je tiens à vous informer de ma disponibilité à offrir mon soutien, et je reste à votre disposition pour collaborer avec vous dans les efforts visant à améliorer le secteur de la santé, tant actuellement que dans le futur.

Bien cordialement,



Francois Muller

CEO Muller Healthcare Consulting GmbH

Stockerstrasse 42

8002 Zurich

+41 79 311 26 90 | francois@muller-consulting.ch

www.muller-consulting.ch